

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) (commun à tous les lots)

L'Acheteur

État – Ministère des transports
Direction Interdépartementale des Routes Nord

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes du Nord par arrêté
du préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la Région Hauts-
de-France, Préfet du Nord, en date du 28 mars 2024

Objet de la consultation

Renouvellement de la Signalisation Horizontale du réseau de la Direction
Interdépartementale des Routes Nord (DIRN)

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 05/03/2026 à 12h00

Table of Contents

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2-1. Définition de la procédure.....	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	3
2-3. Nature de l'attributaire.....	4
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	4
2-5. Variantes.....	4
2-6. Durée du marché et délais d'exécution.....	5
2-7. Modifications de détail au dossier de consultation.....	5
2-8. Délai de validité des offres.....	5
2-9. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	5
2-10. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs.....	5
2-11. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	6
2-12. Clauses sociales et environnementales.....	6
2-13. Insertion par l'activité économique.....	7
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	7
3-1. Documents fournis aux candidats.....	8
3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats.....	8
Situation juridique - références requises :.....	8
Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :.....	8
Référence professionnelle et capacité technique - références requises :.....	9
Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :.....	9
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	12
4-1. Sélection des candidatures.....	12
4-2. Jugement et classement des offres.....	13
4-3 Critères généraux d'attribution des offres.....	14
4-3.1. Analyse critère «Prix».....	15
4-3.2. Analyse Critère Technique.....	15
4-3.3. Analyse Critère Méthodologie.....	16
4-3.4. Analyse Critère Environnemental.....	17
4-3.5. Calcul de la note finale.....	18
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	18
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	18
5-2. Signature électronique.....	19
5-3. Copie de sauvegarde.....	20
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	22

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne :

La fourniture et mise en œuvre de la signalisation horizontale ainsi que les travaux de balisage liés à cette activité dans le cadre du renouvellement du marquage routier sur le réseau de la DIR Nord.

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : l'ensemble du réseau routier national géré par la DIR Nord. Il s'étend sur les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de la Marne, des Ardennes, de l'Oise et de la Somme.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L. 2125-11 et R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du CCP.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L. 2124-1 et L. 2124-2 et R. 2124-1 et R. 2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 5 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	District Littoral
Lot 2	District Lille
Lot 3	District Amiens-Valenciennes
Lot 4	District Laon
Lot 5	District Reims-Ardennes

période	Lot	Minimum HT	Minimum TTC	Maximum HT	Maximum TTC
Période ferme	1	0,00 €	0,00 €	1 360 000,00 €	1 632 000,00 €
Reconduction 1	1	0,00 €	0,00 €	1 360 000,00 €	1 632 000,00 €
Reconduction 2	1	0,00 €	0,00 €	1 360 000,00 €	1 632 000,00 €
Reconduction 3	1	0,00 €	0,00 €	1 360 000,00 €	1 632 000,00 €
Période ferme	2	0,00 €	0,00 €	1 120 000,00 €	1 344 000,00 €
Reconduction 1	2	0,00 €	0,00 €	1 120 000,00 €	1 344 000,00 €
Reconduction 2	2	0,00 €	0,00 €	1 120 000,00 €	1 344 000,00 €
Reconduction 3	2	0,00 €	0,00 €	1 120 000,00 €	1 344 000,00 €
Période ferme	3	0,00 €	0,00 €	1 760 000,00 €	2 112 000,00 €
Reconduction 1	3	0,00 €	0,00 €	1 760 000,00 €	2 112 000,00 €
Reconduction 2	3	0,00 €	0,00 €	1 760 000,00 €	2 112 000,00 €
Reconduction 3	3	0,00 €	0,00 €	1 760 000,00 €	2 112 000,00 €
Période ferme	4	0,00 €	0,00 €	1 400 000,00 €	1 680 000,00 €
Reconduction 1	4	0,00 €	0,00 €	1 400 000,00 €	1 680 000,00 €
Reconduction 2	4	0,00 €	0,00 €	1 400 000,00 €	1 680 000,00 €

Reconduction 3	4	0,00 €	0,00 €	1 400 000,00 €	1 680 000,00 €
Période ferme	5	0,00 €	0,00 €	1 670 000,00 €	2 004 000,00 €
Reconduction 1	5	0,00 €	0,00 €	1 670 000,00 €	2 004 000,00 €
Reconduction 2	5	0,00 €	0,00 €	1 670 000,00 €	2 004 000,00 €
Reconduction 3	5	0,00 €	0,00 €	1 670 000,00 €	2 004 000,00 €

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L. 2141-13, L. 2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R. 2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

2-7. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-9. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

"Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition :

pendant le délai de ____ ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) :

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises.

2-10. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- La Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

L'/Les entreprise (s) retenue (s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

2-11. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-12. Clauses sociales et environnementales

Conformément à l'article n° 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social :

- Une notice retraçant le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) ;
- Une notice retraçant le Schéma Organisationnel d'un Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Une notice retraçant le Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ)

À chaque fin d'exécution d'un bon de commande, le titulaire communique un bilan détaillé relatif à la collecte et à la gestion des déchets issus des prestations objet du présent marché.

Ce bilan doit préciser :

- les typologies de déchets concernées : DEEE, biodéchets, déchets non-dangereux tels que le carton, les emballages, le papier, etc. ;
- les tonnages collectés par typologie de déchets ;
- les modalités de traitement appliqués à chaque typologie de déchets : réutilisation, valorisation matière, valorisation énergie, incinération, etc. ;
- les systèmes de collecte des déchets appliqués durant l'exécution du marché : système individuel ou recours à un prestataire ;
- les adresses des sites de traitement des déchets dans le cadre de l'exécution du marché.

La non transmission de ce rapport entraîne des pénalités prévues à l'article 4-3.9 du CCAP.

Les soumissionnaires présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché. Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial, en cas de non-respect de cette obligation, des pénalités prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières sont encourues.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

Le titulaire rendra compte également, à la demande de l'administration, des actions réalisées afin de réduire son empreinte écologique dans le cadre des prestations du présent marché.

2-13. Insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, la Dir Nord souhaite solliciter les opérateurs économiques qui répondent à ses marchés publics en mobilisant la possibilité ouverte par l'article L. 2112-2 du code de la commande publique.

L'opérateur économique attributaire, est tenu, pour l'exécution du marché, de réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières telles que définies dans les articles suivants.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition serait irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la Dir Nord a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par un facilitateur de la clause sociale au sein de :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
85 rue des Ursulines 59200 Tourcoing
Contact : M. Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur.

Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'arrêté du 22 mars 2019 modifié.

L'acte d'engagement ne devra pas être signé lors du dépôt de l'offre, le candidat susceptible d'être retenu y sera invité ultérieurement.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- La/Les pièce(s) non contractuelle(s) destinée(s) au jugement de l'offre.

3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat concernant le lot pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

A - Dans un sous-dossier « pièces relatives à la candidature »

Si le candidat utilise le DUME :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible depuis le service exposé de PLACE ou depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

Situation juridique - références requises :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du CCP, le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

La forme juridique du candidat :

En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

- ➔ Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du CCP seront exclus ;
- ➔ Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP pourront être exclus :
 - le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

- Le chiffre d'affaires annuel global du candidat :
- pour le lot n° 1 sera supérieur à 700 000 € HT ;
- pour le lot n° 2 sera supérieur à 500 000 € HT ;
- pour le lot n° 3 sera supérieur à 500 000 € HT ;
- pour le lot n° 4 sera supérieur à 300 000 € HT ;
- pour le lot n° 5 sera supérieur à 300 000 € HT.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

Expérience :

la présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Capacités professionnelles :

- l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

- les certificats de qualifications professionnelles suivants : CQP applicateur, CQP chef applicateur et CQP poseur de signalisation temporaire attribué par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP).
- les certificats de qualité délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes.
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;
- la justification de sa capacité à intervenir de nuit sur 2 lieux différents et ce sur un même lot pour :
 - les prestations à effectuer après la mise en œuvre SH pour une remise en service qui aura lieu obligatoirement avant 5h00 ;
 - le marquage temporaire (machine auto portée obligatoire) ;
 - le marquage permanent en peinture blanche (matériel à grand rendement auto portée obligatoire) ;
 - le marquage permanent blanc en enduit à chaud thermo-rideau et permettant d'appliquer un enduit structuré de type B (matériel à grand rendement auto portée obligatoire) ;

- la mise en place des bandes collées ou thermocollées.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-8.2 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du CCP seront exclus.

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP pourront être exclus.

B - Dans un sous-dossier « pièces relatives à l'offre »

➤ un **projet de marché** comprenant :

- l'**acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter ;
- dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les co-traitants.

Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par co-traitant. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre du bordereau des prix.

- le **bordereau des prix** ;
- le **détail estimatif indicatif** ;
- le **bordereau de classement des lots** par ordre de préférence.

➤ un **mémoire technique** comportant :

- les **certificats de conformité** aux normes et marques de qualité concernant tous les produits proposés dans l'offre :
 - les fiches techniques des produits (fiches ASCQUER) ;
 - les attestations de droit d'usage ;
 - les attestations de conformité CE ;
 - les fiches de données de sécurité (FDS) ;
 - les attestations de certification des produits de la marque NF ;
 - les fiches de déclaration environnementale et sanitaire (FDES) quand elles existent.
- un **Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ)** avec une notice servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché. Le candidat devra expliciter :
 - l'organisation générale des travaux ;

- le processus qualité ;
 - le responsable et missions du suivi du PAQ ;
 - les moyens humains et techniques mis en œuvre.
 - le **Schéma d'Organisation du Suivi et de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED)** permettant de connaître la gestion des déchets relatifs aux travaux. Le SOSED deviendra contractuel à la signature du marché. Le candidat devra expliciter :
 - les méthodes employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
 - les moyens de contrôles, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux,
 - les certifications environnementales, les mesures de réduction de l'impact environnementale, l'utilisation du kit anti-pollution pour le nettoyage du matériel ;
 - le **Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE)** qui comprendra :
 - une analyse préalable du contexte environnemental et des contraintes à prendre en compte, en conformité avec les exigences définies par le maître d'Ouvrage ;
 - les dispositifs prévus pour maîtriser ou réduire les impacts environnementaux ;
 - la nature et la situation des travaux et/ou des tâches d'exécution concernés par des dispositions spécifiques relatives à l'environnement, avec mention des nuisances et des risques potentiels au regard de l'environnement en lien avec ces tâches ;
 - les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
 - les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
 - les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux ;
 - lors des chantiers de nuit et afin de préserver les écosystèmes nocturnes et la biodiversité, le titulaire précisera les actions concrètes.
- un sous-détail des prix.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur demande au candidat d'apporter des clarifications, des précisions sur les méthodes, les moyens humains et matériels envisagés et les temps alloués pour la réalisation des prestations suivantes présentés sous forme de sous-détail de prix.

Le sous détail de prix est demandé pour les codifications de prix suivantes :

- 3. Fourniture et mise en œuvre de marques de couleur blanche en peinture solvantée
 - 3.2 sur routes bidirectionnelles (U=6cm)
 - **3.2-2 Ligne longitudinale continue ou discontinue 2U**
- 4. Travaux de renouvellement de marques de couleur blanche en VNTP
 - 4.1 Sur autoroutes et routes à chaussées séparées (U=7,5 cm)
 - **4.1-1 Ligne longitudinale continue ou discontinue 3U**
- 10. Signalisation des travaux
 - **10.1 Neutralisation d'une voie de droite ou de gauche sur chaussées à 2 voies (routes à chaussées séparées) y compris au droit des bretelles d'insertion et de déboîtement**
 - **10.9 Alternat sur route bidirectionnelle par signaux tricolores (sauf pour le lot 2)**

➤ un **devis estimatif détaillé et la méthodologie prévue**

Pour tous les lots (1, 2, 3, 4 et 5) : chantier-type n°1 avec les caractéristiques suivantes :

situé sur route à chaussées séparées (RCS), dans un seul sens :

- Type de voie : RCS à 2x2 voies du PR 0 au PR 20+000 selon l'ICTAAL ;
- Renouvellement : en phase aqueuse de toutes les lignes (BAU, BDG et axe) + 1 zébra de convergent (250m²), DAS noire en BAU au pas de 1 m pour une totalité de 18 km ;
- Distance : 20 km avec 4 échangeurs (ICTAAL : 150m en bretelle de sortie ; 275 m en bretelle d'insertion), le linéaire à prendre en compte pour la ligne de BAU sera calculée sur la base des 20 km déduit des longueurs ci-dessus des 4 échangeurs ;
- Travaux de nuit, sous neutralisation de voie. Le balisage mobile proscrit ;
- Horaire : 21h – 6h ;
- Conditions météorologiques : 15°C – 70% d'hygrométrie.

➤ Un **devis estimatif détaillé**

Pour les lots 1, 3, 4 et 5 : chantier-type n°2 avec les caractéristiques suivantes :

situé sur route bidirectionnelle, dans les deux sens, avec les caractéristiques suivantes :

- Type de voie : route bidirectionnelle de 10 km avec accotement revêtus ;
- Renouvellement : en peinture VNTP type A de toutes les lignes (axe en T1 et lignes de rive en T2) ;
- Travaux de jour, sous chantier mobile avec une visibilité insuffisante;
- Horaire : 9h - 16h ;
- Conditions météorologiques : 20°C – 50% d'hygrométrie.

Le Maître d'œuvre étudiera particulièrement dans son analyse des offres, les moyens décrits dans le mémoire technique et s'appuiera également sur les capacités des candidats à assurer ce type de prestations.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du CCP sont éliminées par le RPA.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L. 2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L. 2152-1 et L. 2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R. 2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R. 2152-1 à R. 2152-2 du CCP.

L'acheteur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après et de l'ordre de préférence que le candidat aura établi, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

Toutefois, pour des raisons tenant à l'objet du marché et à ses conditions d'exécution, un candidat ne pourra pas se voir attribuer plus de deux lots.

Pour le cas où un candidat, qui a présenté une offre pour plusieurs lots, est classé premier sur plus de deux d'entre eux, le choix de ceux qui lui seront attribués sera fonction de l'ordre de préférence géographique qu'il aura établi à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Pour le cas où un candidat est seul sur un lot, ce lot lui sera attribué en priorité indépendamment de l'ordre de préférence géographique qu'il aura établi à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Pour le cas où un candidat est seul sur plus de 2 lots, et indépendamment de l'ordre de préférence géographique, il pourrait lui être attribué plus de 2 lots.

4-3 Critères généraux d'attribution des offres

La note du candidat sera déterminée selon les sous-critères détaillés ci-dessous, chaque critère se voyant attribué une note selon le barème indiqué dans le tableau ci-dessous.

Critère d'attribution	Pondération en point
PRIX Le critère « prix » sera apprécié : - au vu du détail estimatif indicatif (DEI) fourni à titre indicatif par le pouvoir adjudicateur et valorisé par le candidat à hauteur de 40 points ; - au vu du devis estimatif : pour le lot 2 : le chantier -type pris en compte sera le chantier type n°1 décrit à l'article 3-2 B, fourni par le candidat, à hauteur de 20 points ; pour les lots 1, 3, 4 et 5 : les chantiers-type pris en compte seront les chantiers type n° 1 et 2 décrits à l'article 3-2 B, fourni par le candidat, à hauteur de 10 points pour chaque chantier-type. Chaque document non contractuel est destiné au jugement des offres.	60
VALEUR TECHNIQUE Le critère technique sera apprécié au regard de la performance des produits tel qu'indiqué dans les fiches techniques	20
MÉTHODOLOGIE La méthodologie sera appréciée au regard de la méthodologie décrite dans le cadre du chantier type n°1 : - modalités d'organisation permettant d'assurer la prestation, - moyens humains et matériels mis en œuvre pour assurer la prestation.	10
ENVIRONNEMENT Le critère environnemental sera apprécié au regard de la qualité environnementale des produits .	10

Le principe consiste à attribuer respectivement au maximum une note de 60 points pour le critère prix, 20 points pour le critère technique, 10 points pour le critère méthodologie et 10 points pour le critère environnement.

Les critères seront appréciés au vu des éléments fournis par le candidat dans le mémoire justificatif et explicatif décrit à l'article 3-2 du présent règlement.

En cas de discordance constatée dans les documents financiers, les indications portées sur le bordereau des prix, les montants portés en lettres sur le bordereau de prix prévaudront sur toute autre indication de l'offre et les montants inscrits dans le détail estimatif indicatif *ou le devis détaillé* seront rectifiés. Les erreurs d'addition ou de multiplication qui seraient constatées dans les documents financiers seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le RA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaire.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du CCP, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

L'analyse et la notation porte sur les 4 critères suivants :

4-3.1. Analyse critère «Prix»

Le principe consiste à attribuer au maximum une note de 60 points. Le critère «prix» sera apprécié au vu :

- du montant en euros TTC de l'offre des candidats sur la base du Détail Estimatif Indicatif noté sur 40 points ;
- du montant en euros TTC du devis estimatif relatif au chantier-type n°1 sur RCS noté sur 20 points pour le lot 2 et sur 10 points pour les lots 1, 3, 4 et 5 ;
- du montant en euros TTC du devis estimatif relatif à un chantier-type n°2 sur route bidirectionnelle noté sur 10 points pour les lots 1, 3, 4 et 5.

Note Prix (NP) =

Pour le lot 2 :

$$\frac{40 \times a}{b} + \frac{20 \times c}{d}$$

avec :

- a Montant de l'offre la moins disante
- b Montant de l'offre du candidat
- c Montant du devis relatif au chantier-type n°1 le moins disant
- d Montant du devis relatif au chantier-type n°1 du candidat à noter

Pour les lots 1, 3, 4 et 5 :

$$\frac{40 \times a}{b} + \frac{10 \times c}{d} + \frac{10 \times e}{f}$$

avec :

- a Montant de l'offre la moins disante
- b Montant de l'offre du candidat
- c Montant du devis relatif au chantier-type n°1 le moins disant
- d Montant du devis relatif au chantier-type n°1 du candidat à noter
- e Montant du devis au chantier-type n°2 le moins disant
- f Montant du devis au chantier-type n°2 du candidat à noter

4-3.2. Analyse Critère Technique

Le principe consiste à attribuer au maximum une note de 20 points. Le critère technique sera apprécié au vu des éléments fournis par le candidat dans le mémoire justificatif et explicatif décrit à l'article 3-2 du présent règlement. Un produit avec une prescription inférieure aux performances minimales requises sera éliminatoire pour le candidat.

La note du candidat sera déterminée selon les 2 sous-critères détaillés ci-dessous, chaque sous-critère se voyant attribué une note selon le barème indiqué dans le tableau ci-dessous.

Sous-critère	Libellé	Notation commune à tous les lots			
1 - Nombre de passage de roues		P6	P5	P4	P3
	Peinture aqueuse non VNTP	5	3	Ø	Ø
	Peinture solvantée non VNTP	5	3	Ø	Ø
	Peinture VNTP	5	5	5	3
	Enduit à chaud	5	3	Ø	Ø
	Bandes préfabriquées	5	3	Ø	Ø
	Dispositif d'Alerte Sonore (DAS)	5	4	3	Ø
2 – Visibilité de nuit		R5	R4	R4	R3
	Peinture aqueuse non VNTP	5	4	3	Ø
	Peinture solvantée non VNTP	5	4	3	Ø
	Peinture VNTP	5	4	3	Ø
	Enduit à chaud	5	4	3	Ø
	Bandes préfabriquées à froid	5	4	3	Ø
TOTAL		De 33 à 55			

Ø : critère éliminatoire (le critère minimal requis n'est pas respecté)

Note Technique (NT) =

$$\frac{20 \times a}{b}$$

avec :

a

Note obtenue par le candidat à noter

b

Note de l'offre la mieux notée

4-3.3. Analyse Critère Méthodologie

Le principe consiste à attribuer au maximum une note de 10 points. Le critère méthodologie sera apprécié au vu des éléments fournis par le candidat dans la méthodologie du chantier-type n°1 décrit à l'article 3-2 du présent règlement, selon les valeurs du tableau ci-dessous :

Valeur de la proposition	Modalité de détermination de la valeur	Notation
Très élevée	Réponse complète sans aucune observation ou réserve	10
Élevée	Réponse comportant quelques imprécisions ou réserves mineures	8
Correcte	Acceptable malgré des imprécisions ou moyennant la levée de certaines réserves	6
Insuffisante	Nombreuses imprécisions ou présence de réserves significatives	4
Très insuffisante	Absence d'information ou information hors sujet ou éliminatoire	0

Note méthodologique (Nméth) = nombre de points sur 10 du candidat à noter

La note est définie au regard des attendus sur les éléments suivants : neutralisation de voies, temps de balisage et débalisage (planning horaire), méthodes de balisage et débalisage adaptées au type de voie, type et nombre de véhicules utilisés, nombre d'ateliers et d'agents par atelier. La détermination de la valeur se fera de la concordance entre la proposition du candidat et les éléments attendus.

Nméth=

$$\frac{10 \times a}{b}$$

avec :

a

Note obtenue par le candidat à noter

b

Note de l'offre la mieux notée

4-3.4. Analyse Critère Environnemental

Le principe consiste à attribuer au maximum une note de 10 points. Le critère environnemental sera apprécié au vu des performances environnementales des produits. La note du candidat sera déterminée selon les 3 sous-critères détaillés ci-dessous, chaque sous-critère se voyant attribué une note selon le barème indiqué dans le tableau ci-dessous :

Sous-critère	Libellé	Notation commune à tous les lots	
1 – Label NF Environnement		OUI	NON
	Peinture aqueuse non VNTP	10	0
	Peinture VNTP	10	0
	Enduit à chaud	10	0
	Bandes préfabriquées	10	0
2- Teneur en plomb		Sans plomb	Avec plomb
	Peinture solvantée non VNTP	5	0
3- Fiche de déclaration environnementale et sanitaire		OUI Ou démarche en cours	NON
	Peinture aqueuse non VNTP	1	0
	Peinture solvantée non VNTP	1	0
	Peinture VNTP	1	0
	Enduit à chaud	1	0
	Bandes préfabriquées	1	0
TOTAL		De 0 à 50	

Note Environnementale (Note env) =
$$\frac{10 \times a}{b}$$

avec :

a Note obtenue par le candidat à noter

b Note de l'offre la mieux notée

4-3.5. Calcul de la note finale

La note finale d'une offre correspond à la somme des notes que l'offre a obtenues à chacun des 4 critères sur 100 points.

Note finale du candidat = NP+NT+Nméth+NEnv

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

En application de l'Article R. 2132-7 du CCP la transmission des candidatures et des offres se fera exclusivement par voie électronique via la plate-forme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>.)

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'acheteur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence précisée dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC).

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement,
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre,
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs,
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques,
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, ppt, doc, xls, odt, ods, odp, seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.
- Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur, ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de cette malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Signature électronique

Les documents du marché listés à l'article 3 du présent règlement de consultation pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 modifié relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire,

- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

1) Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" :

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://eidas.ec.europa.eu/efda/home>
- <https://ec.europa.eu/digital-building-blocks/sites/spaces/DIGITAL/pages/467109149/eSignature+List+of+Trusted+Lists>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance :

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS). Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Cas 2 : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la

signature en fournissant notamment :

-le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;

-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

5-3. Copie de sauvegarde

5-3-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R. 2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique à pole-chats.amg.sg.dirn@developpement-durable.gouv.fr est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 modifié relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique) :

– La Lettre recommandée électronique

Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf](#) (ssi.gouv.fr)

Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)

– Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DIR Nord
Secrétariat Général / Cellule AMG / Pôle achats
44 Ter rue Jean Bart
CS 20275
59019 Lille cedex

Copie de sauvegarde

Offre pour : **Travaux de renouvellement de la signalisation horizontale pour la DIR Nord – Lot n°.....**

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*):

«NE PAS OUVRIR»

() En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.*

Elle devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus. Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Elle ne peut être ouverte que dans les cas prévus par l'arrêté du 22 mars 2019 modifié fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. Si le pli n'est pas ouvert, il est détruit à l'issue de la procédure.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'arrêté du 22 mars 2019 modifié. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

5-3-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-3 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

RAPPEL GÉNÉRAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence précisée dans l'AAPC.

Une réponse sera alors adressée en temps utile, par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

